Union interfédérale des agents de la Fonction Publique FO
46, rue des petites écuries 75010 PARIS
contact@fo-fonctionnaires.fr // 01-44-83-65-55

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

SONDAGE : NON, les agents publics ne sont pas favorables à une remise en cause du Statut général des Fonctionnaires !

Un sondage d'Opinionway sollicité par « Les Echos » et « Radio Classique » sert à nouveau de support pour conforter la politique du gouvernement dans sa casse de la Fonction publique.

Quelques exemples :

- 76 % des sondés favorables à un plan de départs volontaires à la retraite
- 67 % favorables à la rémunération au mérite
- 57 % favorables à la suppression de l'emploi à vie.

D'après ce sondage, les fonctionnaires eux-mêmes seraient favorables au plan de départ volontaire (72 %) et à la rémunération au mérite (59 %), mais 75 % rejettent la suppression du Statut général des fonctionnaires.

En résumé, sur 1 047 personnes sondées, dont un pourcentage faible est constitué de fonctionnaires, la presse en déduit que les Français soutiennent la politique du Président Macron.

Très récemment, le ministre de l'Action et des Comptes publics a tenté de consulter les usagers et les 5,5 millions d'agents publics sur l'avenir de l'action publique, résultat : seulement 10 000 sur les 5,5 millions d'agents publics et sur les 68 millions d'habitants ont répondu.

Là aussi, cet infime pourcentage sera certainement utilisé comme « pensée unique » des agents.

Et si, dans ce dernier sondage des Echos – Radio Classique, on avait d'abord présenté la réalité de la Fonction publique aux sondés ?

Et si on leur avait dit qu'il existe déjà l'indemnité volontaire de départ (IDV) permettant à un agent de quitter la Fonction publique pour travailler dans un secteur privé, avec un vrai volontariat non lié à une suppression de poste ?

Et si on leur disait qu'une partie de la rémunération est déjà au mérite, par le biais des primes, tout en leur rappelant que de 2010 à 2018, les fonctionnaires ont subi 7 ans de gel des salaires ?

Et si on leur disait que le Statut général des fonctionnaires n'est pas l'emploi à vie, mais la garantie de carrière, au regard que la seule activité possible est la mission de Service public ?

Une fois de plus, nous passons à côté d'un débat de fond :

- Quels sont les besoins en matière de Service public ?
- Avec quels moyens ?

Une fois de plus, la sclérosante opposition public/privé divise les salariés.

FO Fonction Publique défend sans ambiguïté le Service public républicain qui permet, grâce au Statut général des fonctionnaires, d'assumer l'égalité de traitement des usagers quels que soient leur origine, leur situation sociale, leur croyance ou leur opinion.

POUR FORCE OUVRIERE, au final, les sondages passent, **mais la réalité des conditions de travail des agents publics et les pertes de pouvoir d'achat se poursuivent plus que jamais.**

AVEC FORCE OUVRIERE,
TOUTES ET TOUS EN GREVE, EN MANIFESTATIONS,
LE 22 MARS 2018

Fait à PARIS, le 14 février 2018